

L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX
LE VINGT-SIX JUIN

A LAVAL (53000), 16, rue de l'Ancien Evêché, au siège de l'office notarial,

Maître Pierre-Henry FOUILLEUL soussigné, notaire associé de la société civile professionnelle dénommée 'Catherine TOMBECK et Pierre-Henry FOUILLEUL, Notaires associés' titulaire d'un office notarial immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 53005 et dont le siège social est à LAVAL (53000), 16, rue de l'Ancien Evêché,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

STATUTS D'UN GROUPEMENT FORESTIER

IDENTIFICATION DES ASSOCIES

1) La société dénommée **SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT**, Société civile immobilière au capital de 900.15 Euros, ayant son siège social à ANGERS (49000), 2, boulevard Albert Blanchoin, identifiée au SIREN sous le numéro 439534694 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de ANGERS.

2) Monsieur Yves Marie Dominique Ignace **GOURLEZ de la MOTTE**, Chef d'entreprise, demeurant à MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay,
Né à VERSAILLES (78000), le 12 avril 1956.

Epoux de Madame Françoise Marie Cécile BUDES de GUEBRIANT,
Marié à la mairie de CRAON (53400), le 20 août 1982.

Soumis au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître CHRISTEL-TURQUET, notaire à CRAON (86110), le 15 août 1982, préalablement à leur union.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

3) Madame Amélie Marie Anne **GOURLEZ de la MOTTE**, directrice, demeurant à MARIGNE PEUTON (53200), La Pelterie,
Née à PARIS (75008), le 14 février 1984.

Epouse de Monsieur Edouard Sébastien Marie Benoit de QUATREBARBES,

Mariée à la mairie de CHAMBELLAY (49220), le 5 juin 2009.

Soumise au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Murielle GAMET notaire à PARIS, le 12 mai 2009, préalablement à leur union.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

4) Madame Mathilda Mary **GOURLEZ de la MOTTE**, chef d'entreprise, demeurant à COURCAY (37310), 20 GEAY,

Née à FORT WALTON BEACH (ETATS-UNIS), le 15 mai 1985.

Epouse de Monsieur Gustave Joseph Emmanuel DE KANOE DE LA BASTILLE,

Mariée à la mairie de MARIGNE PEUTON (53200), le 26 juin 2010.

Soumise au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Gildas KERNEIS notaire à PARIS, le 25 juin 2010, préalablement à leur union.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

5) Monsieur Martin Marie Olivier **GOURLEZ de la MOTTE**, salarié, demeurant à PARIS (75020), 21, avenue Gambetta,

Né à SAINT DIE DES VOSGES (88100), le 17 janvier 1988.

Célibataire.

Non soumis à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

6) Monsieur Auguste Marie Alfred **GOURLEZ de la MOTTE**, chef d'entreprise, demeurant à MARIGNE PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay,

Né à CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE (53200), le 12 juillet 1994.

Célibataire.

Non soumis à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommés les « ASSOCIES ».

PRESENCE - REPRESENTATION

- La société **SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT** est ici représentée par Monsieur Yves **GOURLEZ de la MOTTE**, gérant de ladite société **AGISSANT** aux termes des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale en date du 22 juin 2026, annexé aux présentes.

- Monsieur Yves **GOURLEZ de la MOTTE** est ici présent.

- Madame Amélie **GOURLEZ de la MOTTE**, non présente, est ici représentée par Madame Mathilde QUELARD, collaboratrice en l'Office, domiciliée professionnellement à LAVAL, 16, rue de l'Ancien Evêché, en vertu d'une procuration sous signature privée électronique, établie le 23 juin 2026, revêtue d'une signature simple au sens de l'article 3 point 10 du règlement européen eIDAS, de la part du mandant.

Une copie de la procuration est ci-annexée.

- Madame Mathilda **GOURLEZ de la MOTTE**, non présente, est ici représentée par Madame Mathilde QUELARD, collaboratrice en l'Office, domiciliée professionnellement à LAVAL, 16, rue de l'Ancien Evêché, en vertu d'une procuration sous signature privée électronique, établie le 25 juin 2026, revêtue d'une signature simple au sens de l'article 3 point 10 du règlement européen eIDAS, de la part du mandant.

Une copie de la procuration est ci-annexée.

- Monsieur Martin **GOURLEZ de la MOTTE**, non présent, est ici représenté par Madame Mathilde QUELARD, collaboratrice en l'Office, domiciliée professionnellement à

LAVAL, 16, rue de l'Ancien Evêché, en vertu d'une procuration sous signature privée électronique, établie le 22 juin 2026, revêtue d'une signature simple au sens de l'article 3 point 10 du règlement européen eIDAS, de la part du mandant.
Une copie de la procuration est ci-annexée.

- Monsieur Auguste **GOURLEZ de la MOTTE**, non présent, est ici représenté par Madame Mathilde QUELARD, collaboratrice en l'Office, domiciliée professionnellement à LAVAL, 16, rue de l'Ancien Evêché, en vertu d'une procuration sous signature privée électronique, établie le 23 juin 2026, revêtue d'une signature simple au sens de l'article 3 point 10 du règlement européen eIDAS, de la part du mandant.
Une copie de la procuration est ci-annexée.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

Lesquels ont établi ainsi qu'il suit les statuts du **GROUPEMENT FORESTIER** qu'ils ont décidé de constituer entre eux :

PREMIERE PARTIE - STATUTS

Le plan de la première partie est le suivant :

TITRE I : Forme - Objet – Dénomination – Siège - Durée	Articles 1 à 5
TITRE II : Apports - Capital social - Parts de capital	Articles 6 à 17
TITRE III : Fonctionnement et administration	Articles 18 à 25
TITRE IV : Dissolution - Liquidation	Articles 26 à 27
TITRE V : Origine de propriété – Publicité - Frais	Articles 28 à 31

TITRE I

FORME – OBJET-DENOMINATION - SIEGE – DUREE

Article 1. – Forme et intérêt social

Il est formé, par les présents statuts, entre les propriétaires des parts ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, un groupement forestier, sous la forme de société civile, qui sera régi les articles L 331-1 et suivants du Code forestier, par le titre IX du livre III du Code civil et par les présents statuts.

L'article 1833 du Code civil dispose que la société est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Article 2. - Objet

Le groupement a pour objet :

La constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation et la gestion, la vente d'un ou plusieurs massifs forestiers susceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière, ainsi que leurs accessoires et dépendances indissociables qui seront compris dans son patrimoine ou dont il aura la jouissance par suite d'apport, d'acquisition ou de prise à bail et pour lesquels le groupement souscrira un engagement d'exploitation normale pendant trente ans conforme aux dispositions de l'article 848 bis du Code général des impôts, ainsi que de tous terrains à boiser, friches et landes se rattachant à ces massifs forestiers et pour lesquels le groupement prendra l'engagement de boiser dans les cinq ans de leur apport ou de leur acquisition ou de leur prise à bail.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société et soient conformes à la législation régissant les groupements forestiers.

En outre, l'article 1835 du Code civil dispose que les statuts peuvent préciser une raison d'être, constituée des principes dont la société se dote et pour le respect desquels elle entend affecter des moyens dans la réalisation de son activité.

Article 3. - Dénomination

Cette société prend la dénomination de Groupement Forestier "GFF ABBA". Ce groupement pourra être dénommé aux présents statuts par l'abréviation "GFF ABBA »

La dénomination du groupement pourra être modifiée par décision de l'assemblée extraordinaire des associés.

Article 4. - Siège social

Le siège de la société est fixé à **MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit par décision de l'assemblée extraordinaire des associés.

Article 5. - Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'assemblée générale extraordinaire des associés peut proroger cette durée ou décider de la dissolution du groupement notamment en application de l'article 12 § 2-7 et de l'article 15, alinéa 7, des présents statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS DE CAPITAL

Article 6 – Apports

Il est apporté au Groupement, savoir :

Article 6-1 - apports en numéraire

APPORTS EN NUMERAIRES EFFECTUES PAR SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT

La société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT fait apport à la SOCIETE, en numéraire d'une somme de TRENTE EUROS (30,00 €).

Ladite somme est libérée.

APPORTS EN NUMERAIRES EFFECTUES PAR MONSIEUR YVES GOURLEZ DE LA MOTTE

Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE fait apport à la SOCIETE, en numéraire d'une somme de QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (450,00 €).

Ladite somme est libérée.

APPORTS EN NUMERAIRES EFFECTUES PAR MADAME AMELIE GOURLEZ DE LA MOTTE

Madame Amélie GOURLEZ de la MOTTE fait apport à la SOCIETE, en numéraire d'une somme de TRENTE EUROS (30,00 €).

Ladite somme est libérée.

APPORTS EN NUMERAIRES EFFECTUES PAR MADAME MATHILDA GOURLEZ DE LA MOTTE

Madame Mathilda GOURLEZ de la MOTTE fait apport à la SOCIETE, en numéraire d'une somme de TRENTE EUROS (30,00 €).

Ladite somme est libérée.

APPORTS EN NUMERAIRES EFFECTUES PAR MONSIEUR MARTIN GOURLEZ DE LA MOTTE

Monsieur Martin GOURLEZ DE LA MOTTE fait apport à la SOCIETE, en numéraire d'une somme de TRENTE EUROS (30,00 €).
Ladite somme est libérée.

APPORTS EN NUMERAIRES EFFECTUES PAR MONSIEUR AUGUSTE GOURLEZ DE LA MOTTE

Monsieur Auguste GOURLEZ de la MOTTE fait apport à la SOCIETE, en numéraire d'une somme de TRENTE EUROS (30,00 €).
Ladite somme est libérée.

Article 6-2 - récapitulatif des apports

Les apports en numéraire s'élèvent à 600,00 €.
Le montant total des apports s'élève à SIX CENTS EUROS (600,00 €), total égal au capital social énoncé ci-après.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de SIX CENTS EUROS (600,00 €), montant des apports des associés.

Il est divisé en 100 parts sociales de SIX EUROS (6,00 €) chacune, portant les numéros 1 à 100, qui sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE : 75 parts sociales numérotées de 1 à 75.
- à Madame Amélie GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 76 à 80.
- à Madame Mathilda GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 81 à 85.
- à Monsieur Martin GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 86 à 90.
- à Monsieur Auguste GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 91 à 95.
- à la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT : 5 parts sociales numérotées de 96 à 100.

Le capital social peut, suivant décision de l'assemblée ou des associés prise dans les conditions indiquées sous le titre « Assemblées » ci-après, être augmenté en une ou plusieurs fois, soit par la création de parts nouvelles en représentation d'apports en nature ou en numéraire, soit par l'incorporation au capital de toutes réserves disponibles et leur transformation en parts, soit par tout autre moyen.

L'assemblée ou les associés peuvent aussi, dans les mêmes conditions indiquées sous le titre « Assemblées », décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen de l'annulation du remboursement ou du rachat de parts ou d'un échange des anciennes parts contre de nouvelles parts.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables ; les droits des associés résultent seulement des présents statuts, des actes qui pourraient les modifier et des cessions ou mutations qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

Des copies ou des extraits des présents statuts mentionnant la répartition des parts ainsi que de tous actes ultérieurs relatifs au capital social pourront être, après avoir été certifiés par la gérance, délivrés à chaque associé, sur sa demande et à ses frais.

Les parts sociales sont inscrites sur un registre des associés tenu au siège du groupement conformément aux dispositions de l'article 51 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Ce registre est constitué par la réunion, dans l'ordre chronologique de leur établissement, de feuillets identiques utilisés sur une seule face.

Chacun de ces feuillets est réservé à un titulaire de parts sociales à raison de sa

propriété ou à plusieurs titulaires à raison de leur copropriété, de leur nue-propriété ou de leur usufruit sur ces parts.

Les parts sociales sont délivrées sous forme de certificats nominatifs intitulés « Certificats représentatifs de parts » établis au nom de chaque associé par part ou multiple de parts ou pour le total des parts détenues par lui.

Ces certificats doivent indiquer la dénomination sociale du Groupement suivie des mentions indiquées sous le titre ci-dessus « Dénomination », les noms et adresses des titulaires, le nombre et la valeur nominale des parts ainsi que leurs numéros.

Il y est mentionné, en outre, que les parts ne sont cessibles que par les voies civiles, dans les conditions prévues à l'article 1690 du Code civil et qu'elles sont soumises aux restrictions légales et statutaires de transmission.

Ils doivent être lisiblement barrés de la mention "non négociables".

Ces certificats sont datés et signés par la gérance.

Article 8 - Droits des parts sociales

Représentation des parts

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables nominatifs ou au porteur.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

Droits et obligations attachés aux parts

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et dans l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve de leur responsabilité solidaire, vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Une décision collective extraordinaire peut imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé, ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur minimale fixée par la loi. Les associés sont tenus, dans ce cas, de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal.

Indivisibilité des parts sociales - Exercice des droits attachés aux parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun, pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, et à défaut d'entente ou de convention dûment notifiée à la société, l'usufruitier représente valablement les parts démembrées pour l'exercice de tous droits sociaux.

Associé unique

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas, de plein droit, la dissolution de la société, tout intéressé pouvant seulement demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

Le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales peut dissoudre la société à tout moment, par déclaration au greffe du tribunal de commerce du siège social, en vue de la mention de la dissolution au registre du commerce et des sociétés.

Démembrement de propriété

La propriété des parts peut se trouver démembrée en nue-propriété et en usufruit.

Sauf convention contraire commune des intéressés, notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le droit de vote attaché aux titres dont la propriété est démembrée sera exercé comme suit :

- par l'usufruitier seul et pour toutes les décisions ordinaires et extraordinaires de la société,
- et par le nu-propiétaire seul pour les décisions extraordinaires suivantes :
 - les décisions emportant augmentation des engagements des associés,
 - le transfert du siège social en dehors des hypothèses relevant de la gérance,
 - la modification de la durée de l'exercice social,
 - la fusion et la scission de la société,
 - la dissolution anticipée de la société,
 - la prolongation de la durée de vie de la société,
 - le changement de nationalité de la société

Néanmoins, le nu-propiétaire bénéficiera des mêmes informations que l'usufruitier concernant le fonctionnement de la société et les assemblées auxquelles il devra être convoqué, dans les mêmes formes et délais que l'usufruitier, et auxquelles il pourra assister, sans voix délibérative. Il sera dans les mêmes conditions informé des consultations écrites et appelé aux actes constatant des décisions sociales. L'usufruitier et/ou le nu-propiétaire disposeront chacun du droit de saisir la gérance en vue de convoquer une assemblée générale d'associés dans les conditions de détention minimum prévues à l'article 21.

Les dispositions du présent article constituent un élément fondamental du pacte social.

Il est précisé que les règles concernant le quorum des différentes assemblées générales s'apprécient en fonction des droits de vote que possèdent les titulaires des droits de vote aux dites assemblées.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Dispositions relatives aux exonérations fiscales et engagements fiscaux en cas de détention d'un bien

Exonération – engagement

Il est rappelé que l'exonération à concurrence des trois quarts des droits de mutation à titre gratuit prévue à l'article 793, 2, 2° du Code général des impôts est subordonnée au respect des conditions légales et réglementaires applicables aux bois et forêts concernés.

À ce titre, les bois et forêts doivent notamment être soumis, pendant la durée prévue par les textes en vigueur, à l'une des garanties de gestion durable mentionnées à l'article L.124-1 du Code forestier.

Il est également rappelé que les obligations attachées à ce régime fiscal peuvent notamment comprendre le reboisement des friches et landes dans les délais prévus par la réglementation ainsi que le maintien des bois et forêts sous un régime d'exploitation normale ou, à défaut, leur reboisement.

Sont notamment considérées comme présentant des garanties de gestion durable :

- les forêts gérées conformément à un document d'aménagement établi dans les conditions prévues aux articles L.212-1 et suivants du Code forestier ;
- les forêts gérées conformément à un plan simple de gestion agréé dans les conditions prévues aux articles L.312-2 et suivants du même code.
-

Il est par ailleurs rappelé que l'article 976 du Code général des impôts prévoit, sous réserve du respect des conditions qu'il énonce, une exonération des trois quarts de la valeur

imposable des bois et forêts à l'impôt sur la fortune immobilière. Les associés sont également informés de l'existence des obligations déclaratives afférentes à ce régime, notamment celles résultant du décret n° 2018-404 du 29 mai 2018.

Engagement de conservation

Il est rappelé qu'en application du second alinéa de l'article L. 143-5 du Code rural et de la pêche maritime, le bénéfice du régime concerné est subordonné à la conservation par l'apporteur de la totalité des droits sociaux reçus en contrepartie de l'apport pendant une durée minimale de cinq ans à compter de celui-ci.

- Droits sur les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation

***Répartition du bénéfice courant distribuable**

Pour chaque exercice, le bénéfice courant distribuable est constitué par le résultat courant de l'exercice, diminué des reports déficitaires courant et augmenté des reports bénéficiaires courant.

Par décision collective, les associés, après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence d'un bénéfice courant distribuable, procèdent à toutes distributions, reports à nouveau, inscriptions à tous comptes de réserves dont ils décident l'affectation et l'emploi.

En cas de distribution de bénéfice, ce dernier est appréhendé par les associés à hauteur de leurs droits.

En cas de démembrement des parts :

L'usufruitier aura seul droit aux bénéfices réalisés correspondant au résultat courant.

En cas de mise en report à nouveau du bénéfice, les sommes ainsi reportées appartiennent à l'usufruitier.

***Répartition du bénéfice exceptionnel distribuable**

Pour chaque exercice, le bénéfice exceptionnel distribuable est constitué par le résultat exceptionnel de l'exercice, diminué des reports déficitaires exceptionnels ou augmentés des sommes portées sur le compte de réserve.

En cas de démembrement des parts :

Le bénéfice exceptionnel distribuable de l'exercice ainsi constitué est affecté en priorité au report déficitaire exceptionnel s'il en existe, puis au compte de réserves, et est acquis au nu-propriétaire sous réserve des droits de l'usufruitier, qui peut sur décision collective des associés être mis en distribution.

En cas de mise en distribution de la réserve, cette distribution sera :

- soit appréhendées en totalité par l'usufruitier au titre de son quasi-usufruit,
- soit réemployées en démembrement, en nue-propriété et en usufruit,
- soit répartie entre le nu-propriétaire et l'usufruitier selon le barème de l'article 669 du Code général des impôts

A défaut de convention contraire entre le nu-propriétaire et l'usufruitier, cette distribution sera appréhendée en totalité par l'usufruitier au titre de son quasi-usufruit.

Article 9 - Reconnaissance de la qualité d'associé au conjoint d'un associé

Le conjoint d'un associé peut se voir reconnaître la qualité d'associé pour la moitié des parts sociales souscrites ou acquises soit lors de l'apport de biens communs, soit postérieurement à l'apport de ceux-ci, soit lors de l'acquisition de parts sociales au moyen de biens communs.

Il doit notifier son intention de devenir associé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la notification a lieu au moment de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément vaut pour les deux époux.

Dans tous les cas, l'agrément est donné par décision collective prise à l'unanimité des associés. L'époux associé ne participe pas à ce vote, la décision est notifiée au conjoint dans

le délai d'un mois à compter de sa demande. A défaut de notification dans ce délai, l'agrément est réputé acquis.

Article 10 - Comptes courants

Les associés peuvent être autorisés par l'assemblée générale extraordinaire à consentir des avances au groupement. Cette Assemblée décide des modalités de ces avances, et s'il y a lieu, de l'intérêt à leur servir et des conditions de leur retrait.

Article 11 - Droits des porteurs de parts

Chaque part donne droit dans les bénéfices et dans l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts composant le capital social.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité fixées ci-après.

Article 12 - Cession de parts à titre onéreux

§ 1 - Forme de la cession

La transmission de parts s'opère obligatoirement par acte authentique.

Elle est rendue opposable au groupement par mention de transfert sur le registre des associés, en conformité de l'article 51 du décret numéro 78-704 du 03 juillet 1978.

§ 2 - Modalités de réalisation de la cession

Toute cession à titre onéreux, de tout ou partie des parts sociales à une personne, y compris au profit du conjoint ou d'un descendant n'ayant pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément préalable et unanime de l'ensemble des associés.

En revanche, les cessions réalisées entre associés sont libres et ne sont soumises à aucun agrément.

Toute autre cession, à titre onéreux, ne peut avoir lieu qu'avec l'agrément des associés, donné dans les conditions suivantes :

1°) Le cédant informe le gérant de son projet de cession en indiquant le nombre de parts cédées, les nom, prénoms et adresse du cessionnaire ainsi que le prix offert.

2°) Dans les dix jours, le gérant notifie le projet de cession à tous les associés autres que le cédant.

3°) Chacun de ceux-ci dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception de cette notification pour faire connaître au groupement son intention de se porter acquéreur, et indiquer le nombre de parts qu'il désire acquérir. Son silence, pendant ce délai, équivaut à une renonciation à acheter.

4°) Si toutes les parts offertes trouvent acquéreurs parmi les associés :

a) priorité est donnée :

- d'abord aux demandes faites par les associés ayant la qualité d'exploitant forestier des biens du groupement,

- en second lieu aux demandes formulées par les associés personnes physiques.

b) dans le cas où les demandes d'acquisition excèdent le nombre de parts cédées, elles sont réparties :

- pour les associés participant à l'exploitation des biens forestiers du groupement de façon égale entre les demandeurs, quel que soit le nombre de parts détenues par eux,

- pour les autres associés, proportionnellement au nombre de parts qui leur appartiennent.

Les rompus sont attribués par simple décision de la gérance.

5°) Si toutes les parts offertes n'ont pas trouvé acquéreurs parmi les associés, le surplus peut être acquis, sur proposition de la gérance ou de tout associé :

- par le cessionnaire primitif, s'il l'accepte,

- par toute autre personne physique non associée,
- par le groupement lui-même, qui réduit alors d'autant son capital.

L'agrément de l'acquéreur non associé est donné, soit par l'assemblée générale extraordinaire, soit par le gérant, s'il en a reçu le mandat ou l'autorisation. Le rachat par le groupement ne peut être décidé que par l'assemblée générale extraordinaire.

6°) Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre d'achat par le groupement ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant. Ce dernier peut alors renoncer à tout ou partie de son projet de cession ; dans ce cas, il doit en aviser le groupement dans les quinze jours de la réception de la notification.

7°) Si aucune offre n'est faite au cédant dans les quatre mois de la notification de son projet de cession au gérant, l'agrément de la cession sera réputé acquis à moins que les autres associés ne décident, dans le même délai, la dissolution anticipée du groupement. Cette décision est alors notifiée au cédant qui peut, cependant, y faire échec en faisant connaître au gérant, dans le mois, qu'il renonce à la cession.

§ 3 - Forme des notifications

Toutes les notifications prévues pour l'application des dispositions du présent article seront faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception papier ou électronique ou par acte d'huissier de justice.

§ 4 - Prix de cession et délais de paiement

Chaque année, à titre indicatif, l'assemblée générale ordinaire fixe la valeur de la part, compte tenu notamment des éléments du bilan, et des variations du prix des massifs forestiers compte tenu de la région fixées par l'Office National des Forêts.

En cas de contestation sur le prix de cession, celui-ci est fixé, conformément aux articles 1843-4 et 1862 du Code civil, par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de grande instance du siège du groupement, statuant en la forme des référés, et sans recours possible, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts. Les frais d'expertise sont supportés par moitié entre cédant et cessionnaire.

Sauf convention contraire, le prix est payable dans les quatre mois de sa fixation définitive, avec intérêts au taux légal.

§ 6 - Publicité de la cession de parts

Il y aura lieu d'effectuer les formalités de publicité légales prévues notamment à l'article 52 du décret numéro 78-704 du 03 juillet 1978.

Article 13 - Transmission de parts à titre gratuit

§ 1 - Transmission entre vifs

Un membre du groupement ne peut céder à titre gratuit tout ou partie de ses parts d'intérêt, y compris à son conjoint, à ses ascendants ou descendants, à un associé ou au conjoint de celui-ci, qu'après avoir obtenu l'agrément préalable et unanime de l'ensemble des associés.

Toutes autres transmissions entre vifs, à titre gratuit, doivent faire l'objet d'une demande d'agrément notifiée au gérant, par lettre recommandée avec accusé de réception et indiquant les nom, prénoms et adresse des cessionnaires ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée.

L'agrément est donné :

- soit par le gérant, s'il en a reçu le mandat ou l'autorisation,
- soit, dans le cas contraire, par l'assemblée générale extraordinaire qui doit alors être réunie à la diligence du gérant, dans les 30 jours de la réception de la demande.

L'agrément résulte, soit d'une acceptation expresse notifiée au cédant, soit du défaut de réponse dans les deux mois de la réception de la demande.

En cas de refus d'agrément, le gérant notifie cette décision au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et la transmission ne peut avoir lieu.

§ 2 - Transmission par décès

A) Le groupement n'est pas dissous par le décès d'un de ses membres. Dans ce cas, il continue entre les autres membres et les héritiers et ayants droit du membre décédé.

B) Pour exercer les droits attachés aux parts de l'associé décédé, ses héritiers ou ayants droit doivent justifier de leurs qualités héréditaires, par la production de la copie authentique d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance de copies authentiques ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant qu'il n'aura pas été procédé, entre les héritiers, ayant droit et conjoint, au partage des parts dépendant de la succession du membre du groupement décédé, et éventuellement, de la communauté de biens ayant existé entre ce membre et son conjoint, les droits attachés à chacune desdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires.

Pendant la durée de l'indivision et en vue du calcul de la majorité par tête requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision ne sera comptée que pour une seule tête.

Les héritiers et ayants droit seront considérés individuellement comme associés, dès qu'ils auront notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises.

§ 3 - Publicité.

Toute transmission de parts à titre gratuit entre vifs ou par décès donnera lieu aux formalités de publicité légale.

Article 14 - Retrait d'un membre du groupement

Les associés ont la faculté de se retirer du groupement. Cette faculté ne peut être exercée que tous les trois ans, à la fin d'un exercice social, et ainsi de suite de trois ans en trois ans.

Les demandes de retrait sont faites par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles doivent être parvenues à la gérance six mois au plus et quatre mois au moins avant la fin de l'exercice social concerné.

L'assemblée générale extraordinaire est alors convoquée par la gérance avant la fin du même exercice. Elle n'est tenue d'accepter les demandes de retrait que dans la limite d'un maximum de 30 % du capital social. Si les demandes excèdent ce pourcentage, elle peut les réduire proportionnellement au nombre de parts détenues par chaque associé demandeur, en négligeant les rompus.

Les demandes de retrait ainsi retenues sont satisfaites au minimum à concurrence de 10 % du capital au cours de chacun des exercices suivant l'assemblée générale et, dans le cas où elles ont été retenues au delà de 30 % du capital, par tiers au cours des trois exercices suivants.

L'assemblée générale saisie d'une demande de retrait en détermine les conditions et modalités. Sa décision doit être notifiée à la diligence de la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'associé ayant fait la demande de retrait et aux autres porteurs de parts.

L'assemblée générale peut décider de procéder au remboursement des droits sociaux de l'associé qui se retire, en rachetant ou en faisant racheter les parts de celui-ci selon la procédure prévue aux alinéas 3, 4 et 5 du paragraphe 2 de l'article 12 des présents statuts.

Elle peut aussi autoriser le membre du groupement qui se retire à reprendre tout ou partie de ses apports en nature, ou à se faire attribuer des biens sociaux à concurrence de tout ou partie de la valeur de ses parts. Dans l'une ou l'autre de ses éventualités, il s'opère un partage partiel dans les conditions fixées à l'article 27 des statuts.

Dans tous les cas, la valeur des droits sociaux et les conditions de paiement sont déterminés conformément au paragraphe 4 de l'article 12 ci-dessus.

Le retrait réalisé donnera lieu aux formalités de publicité légale.

Article 15 - Nantissement des parts

Conformément aux dispositions de l'article L 322-20 du Code rural et de la pêche maritime, les parts sociales peuvent être données en nantissement, notamment pour l'obtention de prêts à toutes fins proportionnelles ou familiales.

De convention expresse, tout acte de nantissement devra être constaté par acte authentique, et signifié au groupement dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil et à l'article 49 du décret numéro 78-703 du 3 juillet 1978.

Ce nantissement donnera lieu à la publicité prescrite par l'article 53 dudit décret.

Le consentement donné par les autres associés au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation ait été notifiée un mois avant la vente aux membres du groupement et au groupement lui-même.

Chaque membre du groupement peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs membres exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire intervenue entre eux, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun membre du groupement n'exerce cette faculté, le groupement peut lui-même racheter les parts, dans les cinq jours francs qui suivent l'expiration du délai accordé aux associés, en vue de réduire son capital.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres membres du groupement ont donné leur consentement, doit pareillement être notifiée un mois avant la vente, au gérant du groupement ; les membres, informés par lui, peuvent alors, dans ce délai, décider, en exécution de l'article 1868 du Code civil, soit la dissolution du groupement, soit l'acquisition des parts dans les conditions fixées à l'article 10 paragraphe 2 ci-dessus.

La vente forcée a lieu, les membres du groupement ou le groupement lui-même peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue par l'article 1867 du Code civil. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

Article 16 - Responsabilité des associés.

A l'égard des créanciers de la société, les associés répondent, sauf convention contraire intervenue avec les créanciers, indéfiniment des dettes sociales, proportionnellement à leur part dans le capital social à la date d'exigibilité ou au jour de la cessation de paiements. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes et engagements de la société, chacun dans la proportion de leurs droits sociaux.

Toutefois, dans tous les actes qui contiendraient des engagements au nom du groupement, et notamment dans ceux relatifs aux emprunts et traites d'entrepreneur, le gérant devra faire renoncer les créanciers au droit d'exercer des actions personnelles contre les associés, de telle sorte que les créanciers ne puissent, par suite de cette renonciation, exercer d'actions et de poursuites que contre le groupement et les biens lui appartenant.

Si deux époux sont seuls ou avec d'autres membres du groupement, ils peuvent être l'un et l'autre indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales.

Chaque associé sera solidairement tenu avec ses coassociés au remboursement des prêts consentis par tout établissement financier ; cette obligation survivra à l'égard desdits établissements, à la sortie de l'associé, et incombera, en cas de décès, à ses ayants droit.

De plus, toute répartition des bénéfices après règlement annuel des comptes sera interdite, même sous forme d'intérêts au capital social, avant le remboursement des annuités échues des prêts bancaires.

Article 17 - Incapacité d'un associé

Le groupement n'est pas dissous par l'incapacité civile d'un de ses membres.

S'il y a faillite personnelle, liquidation ou redressement judiciaire, atteignant l'un des associés, à moins que les autres, unanimes, ne décident de dissoudre la société par anticipation, il sera procédé, conformément aux dispositions de l'article 1860 du Code civil, au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, qui perdra alors la qualité d'associé.

La cessation du mandat social du gérant associé intervient de plein droit lorsqu'il est placé sous l'un des régimes de protection des personnes dites « protégées » ou lorsque s'ouvre un mandat de protection future. Une assemblée générale devra être convoquée à l'initiative de tout associé.

TITRE III

FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION

Article 18 - Gérance

Le groupement est géré et administré par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, et nommés par décision de l'assemblée ordinaire des associés pour une durée de six années renouvelables. Les personnes morales détenant des parts de groupement ne peuvent y exercer aucune fonction de gestion, d'administration ou de direction.

Les gérants statutaires sont révocables par décision de l'assemblée générale extraordinaire. Les gérants non statutaires sont révocables à tout moment par simple décision de l'assemblée générale ordinaire.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Les gérants sont également révocables par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Un gérant peut démissionner, sans avoir à justifier de sa décision, à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postée six mois au moins avant la clôture de l'exercice en cours, sa décision ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture.

Si, pour quelque cause que ce soit, le groupement se trouve dépourvu de gérant, tout associé peut demander au président du Tribunal judiciaire statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Article 19 - Pouvoirs et responsabilité des gérants

§1 - Pouvoirs de la gérance

Conformément aux dispositions de l'article 1849 du Code civil, dans les rapports avec les tiers, le gérant engage le groupement par les actes entrant dans l'objet social. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'il en ont eu connaissance.

Le second alinéa de l'article 1145 du code civil dispose que la capacité des personnes morales est limitée aux actes utiles à la réalisation de leur objet tel que défini par leurs statuts et aux actes qui leur sont accessoires, dans le respect des règles applicables à chacune d'entre elles.

Sous cette réserve, dans les rapports entre les associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que commande l'intérêt du groupement. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Les gérants règlent et arrêtent tous compte avec tous créanciers et débiteurs, paient toutes charges, redevances, impôts, primes d'assurance et d'une façon générale, toutes dettes incombant au groupement dans les limites des présents pouvoirs.

Ils peuvent ouvrir et faire fonctionner tous comptes, ouverts ou à ouvrir au nom du groupement, auprès de toutes banques ou autres établissements financiers.

Ils font exécuter toutes directives données par le groupement.

Le gérant pourra faire toute acquisition, toute aliénation, ou tout échange.

Toutes autres opérations nécessiteront l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des associés, notamment :

- la conclusion, la modification, le renouvellement et la résiliation de tout bail ;
- tous travaux relatifs au massif forestier ;
- tout emprunt avec ou sans garantie, autre que ceux à court terme éventuellement nécessaires au paiement annuel des impôts fonciers.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité personnelle, conférer toutes délégations de pouvoirs, spéciales ou temporaires.

Ils ont la signature sociale par les mots : "Pour le GFF ABBA, le gérant", suivis de leur signature.

§ 2 - Responsabilité des gérants

Chaque gérant est responsable individuellement envers le groupement et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans les rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage causé.

Les membres du groupement ont le droit d'obtenir, une fois par an, communication des livres et documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale ; la gérance devra y répondre par écrit dans le délai d'un mois.

§ 3 - Compte rendu de gestion

Conformément aux dispositions de l'article 1856 du Code civil, la gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux membres du groupement. Cette reddition de comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité du groupement au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Article 20 - Décisions collectives

§ 1 - Modalités

Les décisions collectives des associés s'expriment, soit en assemblée, soit par le moyen d'une consultation écrite, soit par la participation de tous les associés à un même acte, authentique ou sous signature privée.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix qu'il détient.

§ 2 - Convocation des assemblées

L'assemblée générale des associés est réunie à la diligence de la **gérance par visioconférence**.

Un associé non-gérant peut, également, à tout moment, par lettre recommandée demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Si le gérant fait droit à la demande, il procède à la convocation de l'assemblée ou à la consultation par écrit des associés. Sauf si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée ou consultation par écrit. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de l'envoi de sa demande, solliciter du président du Tribunal judiciaire statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Les associés sont convoqués quinze jours francs au moins avant la réunion de l'assemblée, **par lettre recommandée électronique**. Celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y seront inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Dès l'envoi de la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information d'un des associés sont tenus à la disposition de ceux-ci au siège social, où ils ont la faculté d'en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leurs soient adressés, soit par simple lettre, soit, à leurs frais, par lettre recommandée papier ou lettre recommandée électronique.

§ 3 - Tenue des assemblées.

L'assemblée a lieu au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation. Elle est présidée par un des gérants, ou, à défaut, par l'associé présent et acceptant, titulaire et représentant du plus grand nombre de parts sociales. Elle désigne un secrétaire de séance.

Il est tenu une feuille de présence, qui est émargée par les associés présents ou leurs mandataires ou représentants.

Les associés ont la faculté d'émettre leur vote par procuration donnée à un autre associé ou à un conjoint, un descendant ou ascendant, étant entendu qu'un mandataire ne peut représenter **plus de quatre associés**.

Les parts appartenant à un usufruitier ou à un ou plusieurs nus-proprétaires seront valablement représentées par l'usufruitier, pour les décisions collectives ordinaires, et par le ou les nus-proprétaires pour les décisions collectives extraordinaires.

Chaque part étant indivisible à l'égard du groupement, pour chacune d'elles, les copropriétaires indivis seront tenus, en vue de l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès du groupement par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Le droit de vote seul fait l'objet de cette représentation, chacun des associés indivisaires gardant le droit de siéger en assemblée.

Le droit de vote attaché aux parts est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque part donne droit à une voix.

§ 4 - Représentation.

L'article 1161 du Code civil dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

En ces cas, l'acte accompli est nul à moins que la loi ne l'autorise ou que le représenté ne l'ait autorisé ou ratifié.

§ 5 - Consultation des associés par écrit.

Si la gérance le juge à propos, elle peut consulter les associés par écrit. A cet effet, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés par elle à chacun de ceux-ci, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre son vote par écrit. Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu.

Une telle consultation emportera décision collective dans les conditions de Quorum et de majorité prévues aux articles 21 et 22.

§ 6 - Procès-verbaux

En application de l'article 44 du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, toute décision collective des associés est constatée par un procès-verbal indiquant les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis aux associés, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

S'il s'agit d'une assemblée, le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président et un résumé des débats.

S'il s'agit d'une consultation écrite, la justification du respect des formalités prévues au § 4 du présent article et la réponse de chaque associé sont annexées au procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et signés par la gérance et, s'il y a lieu, par le président de l'assemblée. Ils sont établis sur un registre spécial, tenu conformément aux prescriptions de l'article 45 du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, sur le registre ci-dessus prévu, dans les formes et conditions fixées par l'article 46 de ce décret du 03 juillet 1978.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation du groupement, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

§ 7 – Démembrement des parts

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – le droit de vote appartient à l'usufruitier, savoir :

I – En matière d'assemblées générales ordinaires :

Le droit de vote de l'usufruitier portera sur :

- L'approbation des comptes.
- L'affectation et la répartition des résultats.

Pour toutes ces décisions, le nu-proprétaire devra être également convoqué.

Le droit de vote appartiendra au nu-proprétaire pour toutes les autres décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.

II – En matière d'assemblées générales extraordinaires :

Le droit de vote appartiendra au nu-proprétaire pour toutes les décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.

Il est rappelé :

- Qu'en vertu des dispositions de l'article 1844, premier alinéa, du Code civil, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives nonobstant toute disposition statutaire contraire.
- Que la jurisprudence considère seul le nu-proprétaire comme associé. L'usufruitier, dans la mesure où il ne détient pas de parts en pleine propriété, n'est pas considéré comme associé.
- Que le troisième alinéa de cet article dispose notamment que si une part est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives.
- Que l'exercice du droit de vote de l'usufruitier ne devra ni amener une augmentation des engagements du nu-proprétaire ni s'exercer dans le dessein de favoriser ses intérêts au détriment de ceux des autres associés.

En cas de transmission des titres dans le cadre des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts avec réserve d'usufruit, et par dérogation avec ce qui vient d'être indiqué ci-dessus, les droits de vote de l'usufruitier seront alors limités aux seules décisions concernant l'affectation des bénéfices.

Article 21 - Règles spéciales aux Assemblées ordinaires.

Les décisions de l'assemblée ordinaire concernent essentiellement l'examen et l'approbation des comptes annuels et du rapport d'ensemble sur l'activité du groupement prévu à l'article 1856 du Code civil, ainsi que l'affectation des bénéfices et des pertes, le quitus à la gérance, la nomination ou le remplacement des gérants non statutaires, la fixation annuelle de la valeur indicative des parts.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par des associés représentant ensemble plus de la moitié du capital social, à la majorité des voix des associés présents et représentés. A défaut, les décisions sont prises sur seconde convocation ou consultation, à la simple majorité des votes exprimés, quelle que soit la fraction du capital représenté.

Conformément aux dispositions de l'article 41 du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, le texte des résolutions proposées à l'assemblée ordinaire et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Article 22 - Règles spéciales aux Assemblées extraordinaires.

L'Assemblée extraordinaire des associés est compétente pour toutes les décisions tendant à modifier directement ou indirectement les présents statuts, ainsi que dans les cas où ceux-ci lui donnent compétence.

C'est elle qui décide notamment :

- la prorogation de la société,
- la modification de la dénomination sociale,
- la modification de l'objet social, dans la mesure où elle ne fait pas perdre à la société son caractère de groupement forestier,
- le transfert de siège social,
- l'augmentation ou la réduction du capital social,
- la désignation ou la révocation d'un gérant statutaire,

- la modification du mode d'administration de la société et des pouvoirs de la gérance dans ses rapports avec les associés,
- la modification du mode de réunion et de délibération des assemblées,
- l'acceptation du retrait d'un associé,
- la réduction de la durée de la société ou sa dissolution anticipée,
- la scission de la société en deux ou plusieurs autres sociétés de même forme,
- la fusion de la société avec toutes autres sociétés de même forme,
- l'agrément d'un cessionnaire ou l'habilitation de la gérance à donner cet agrément,
- tous emprunts autres que ceux à court terme laissés à la compétence de la gérance par l'article 19 ci-dessus,
- toutes aliénations des biens du groupement, toutes acquisitions, et d'une manière générale, toutes opérations de gestion interdites à la gérance aux termes de l'article 19 des présents statuts,
- le mode de liquidation du groupement et la nomination du ou des liquidateurs.

Les décisions extraordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par la majorité en nombre des associés présents, ou représentés, par des associés représentant ensemble au moins les trois quarts du capital social.

Toutefois, ne peuvent être prises qu'à l'unanimité, les décisions ayant directement ou indirectement pour effet de faire perdre aux associés le bénéfice des avantages fiscaux ou de faire perdre à la société sa qualité de groupement forestier, de réduire les garanties accordées aux membres du groupement ou d'accroître leurs obligations, notamment :

- la modification des articles 1,2,10,11,12 et 23 des présents statuts,
- la fusion de la société avec une société d'autre forme,
- la scission de la société en deux ou plusieurs sociétés dont l'une au moins revêt une autre forme,
- toute caution consentie au profit d'un associé.

En tout état de cause, aucune décision ne peut avoir pour effet de changer la nationalité de la société ni d'obliger un associé à augmenter sa participation sociale.

Article 23 - Information des associés

En application des dispositions de l'article 1855 du Code civil et de l'article 48 du décret numéro 78-704 du 03 juillet 1978, tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux, et, plus généralement, de tout document établi par le groupement ou reçu par lui. Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. Dans l'exercice de ses droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la cour de cassation ou les experts près une cour d'appel.

En outre, à tout moment, un associé peut poser à la gérance des questions écrites sur la gestion sociale, auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Article 24 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

L'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan sont présentés à l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Et pour la première fois de la date d'immatriculation de la société au 31 décembre 2026.

Article 25 - Affectation et répartition des bénéfices et des pertes.

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, des annuités échues des prêts, ainsi que de toute dotation aux comptes d'amortissements et de provisions.

Les bénéfices sont répartis à titre de dividende entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux ; ils peuvent également être, totalement ou partiellement, reportés à nouveau.

Les pertes s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves, puis sur le capital ; le solde, s'il y a lieu, est supporté par les associés proportionnellement à leur part dans le capital social.

TITRE IV

DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 26 - Dissolution

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation. Un an au moins avant l'arrivée de ce terme, la gérance devra provoquer une réunion des associés du groupement, laquelle décidera ou non de sa prorogation par décision collective extraordinaire.

Dans le cas de perte de trois quarts du capital social, la gérance doit provoquer la réunion d'une Assemblée générale extraordinaire, à l'effet de statuer sur la continuation ou la dissolution de la société.

A défaut de la gérance de réunir l'assemblée générale extraordinaire, comme dans le cas où celle-ci n'aurait pas pu délibérer régulièrement, tout intéressé, peut demander la dissolution de la société devant les tribunaux.

En outre, la dissolution anticipée de la société pourra être convoquée, à tout moment, par décision extraordinaire des associés, dans les limites permises par les dispositions combinées des articles 5 et 12 des présents statuts.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil, en cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution peut être demandée par tout intéressé si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an. Le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 27 - Liquidation

A la dissolution du groupement pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale extraordinaire règle, sur la proposition de la gérance, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, pris parmi les associés ou en dehors d'eux, et elle détermine leurs pouvoirs. La nomination du liquidateur est publiée dans les formes prévues à l'article 27 du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978.

L'assemblée générale extraordinaire régulièrement constituée conservera, pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la société. Pendant la liquidation, l'assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs, qui sont tenus de la réunir lorsqu'ils en sont requis par des associés représentant le quart au moins du capital social. Elle est présidée par le ou les liquidateurs, ou par une personne désignée par l'assemblée. Elle a notamment le pouvoir de modifier, d'étendre ou de restreindre les pouvoirs des liquidateurs, de leur conférer tous pouvoirs spéciaux, d'approuver ou de redresser les comptes de liquidation, de donner quitus aux liquidateurs.

Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est réparti entre les membres du groupement, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Celui ou ceux des associés qui participent ou ont participé à l'exploitation des immeubles sociaux pourront, lors de la liquidation et du partage des immeubles sociaux, solliciter, en application de l'article L 322-14 du Code rural et de la pêche maritime, la dévolution de ces biens selon les modalités des articles 832 et suivants du Code civil.

TITRE V

CONTESTATIONS – FRAIS

Article 28- Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés via le guichet unique

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret Numéro 78-704 du 03 juillet 1978, le groupement sera immatriculé au Registre du Commerce et des sociétés.

Il ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de cette immatriculation.

Article 29 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation entre les associés relativement aux affaires sociales seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

À défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du procureur de la République près le Tribunal judiciaire du lieu du siège social.

À cet effet, en cas de contestations, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

Article 30 - Frais

Tous les frais, droits, émoluments et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par le groupement, portés au compte des frais généraux et amortis en trois ans.

TELS SONT LES STATUTS

DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

BIENS ACCESSOIRES ET DEPENDANCES DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L 331-2 du Code forestier, un groupement forestier peut inclure dans ses biens, outre les forêts et terrains à reboiser, les accessoires ou dépendances qui en sont inséparables et sont destinés à la réalisation de son objet social. Les terrains à vocation pastorale s'y ajoutent dans la mesure où ils sont nécessaires pour cantonner la pratique du pâturage hors des parties boisées justifiant d'une mise en défens ou des terrains à boiser. Aux termes de l'article R 331-2 du Code forestier, une autorisation administrative donnée par le préfet est nécessaire pour ces inclusions, dans la limite du pourcentage fixé par l'arrêté préfectoral pris pour les groupements forestiers du département.

COMPTE D'INVESTISSEMENT FORESTIER ET D'ASSURANCE (CIFA)

Le compte d'investissement forestier et d'assurance (CIFA) institué par l'article 32 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 est régi par les dispositions codifiées de l'article L 352-1 du Code forestier à l'article L 352-6 du Code forestier.

Conformément à l'article L 352-1 du Code forestier, le CIFA peut être ouvert par une personne physique, un groupement forestier ou une société d'épargne forestière, respectivement domicilié ou établi en France, dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État ou un territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

L'ouverture d'un CIFA est subordonnée aux conditions suivantes prévues à l'article L 352-1 du Code forestier :

être propriétaire de bois et forêts et s'engager à y appliquer l'une des garanties de gestion durable mentionnées à l'article L 124-1 du Code forestier et à l'article L 124-3 du Code forestier ;

avoir souscrit, pour tout ou partie de la surface forestière détenue, une assurance couvrant notamment le risque de tempête.

Le CIFA peut être ouvert auprès d'un établissement financier teneur de compte de dépôt ou d'une entreprise d'assurance. Il ne peut être ouvert qu'un seul CIFA par propriétaire forestier.

L'article L 352-2 du Code forestier prévoit que le montant des dépôts autorisés sur un CIFA est égal à 2.500 € par hectare de forêt assuré conformément au 2° de l'article L 352-1 du Code forestier. Le titulaire du compte fournit à l'ouverture du compte les pièces qui attestent que les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article L 352-1 du Code forestier sont satisfaites.

Par ailleurs, à l'exception du premier dépôt plafonné à 2.000 €, le compte ne peut être alimenté que par des produits de coupe issus de l'exploitation des parcelles en nature de bois et forêts dont le titulaire du compte est propriétaire. Celui-ci doit démontrer, lors de chaque

dépôt, que les sommes qu'il dépose proviennent uniquement des parcelles en nature de bois et forêts dont il est propriétaire.

Conformément à l'article L 352-3 du Code forestier, les sommes déposées sur le CIFA sont employées pour financer les travaux de reconstitution forestière à la suite de la survenance d'un sinistre naturel d'origine sanitaire, climatologique, météorologique ou lié à l'incendie, ou les travaux de prévention d'un tel sinistre. Elles peuvent également être utilisées au titre d'une année, dans la limite de 30 % des sommes déposées sur le compte, pour procéder à des travaux forestiers de nature différente ou pour le financement d'un document de gestion durable prévu au 2° de l'article L. 122-3 du Code forestier.

L'article L 352-5 du Code forestier prévoit la clôture d'un CIFA dans les cas suivants :
la cessation totale ou partielle de la souscription de l'assurance mentionnée au 2° de l'article L 352-1 du Code forestier ayant pour effet que les sommes déposées sur le compte excèdent le plafond de dépôt, exprimé en proportion du nombre d'hectares assurés contre le risque de tempête, mentionné au premier alinéa de l'article L 352-2 du Code forestier ;

les sommes retirées du compte ne sont pas employées pour financer les travaux mentionnés à l'article L 352-3 du Code forestier ;

le titulaire du compte cède l'intégralité de la surface de bois et forêts dont il est propriétaire.

Il est précisé que la survenance de l'un des trois cas exposés ci-dessus entraîne la clôture de plein droit du CIFA indépendamment des avantages fiscaux auquel ce produit d'épargne est susceptible d'ouvrir droit, c'est-à-dire même si de fait il n'a pas déjà ouvert droit à l'exonération prévue en matière de droits de mutation à titre gratuit.

Le 3 de l'article 793 du Code général des impôts exonère des droits de mutation à titre gratuit, à concurrence des trois quarts de leur montant, les sommes déposées sur un compte d'investissement forestier et d'assurance (CIFA) mentionné de l'article L 352-1 du Code forestier à l'article L 352-5 du Code forestier.

L'application de ce régime de faveur est subordonnée à la double condition :

que l'acte constatant la donation ou la déclaration de succession soit appuyé d'un certificat délivré par le directeur départemental des territoires ou le directeur départemental des territoires et de la mer attestant que les bois et forêts du titulaire du compte sont susceptibles de présenter une des garanties de gestion durable prévues à l'article L 124-1 du Code forestier ;

que cet acte contienne l'engagement par l'héritier, le légataire ou le donataire, pris pour lui et ses ayants cause, d'employer les sommes objets de la mutation pendant trente ans, conformément à l'article L 352-3 du Code forestier, pour financer des travaux de reconstruction forestière à la suite de la survenance d'un sinistre naturel d'origine sanitaire, climatologique, météorologique ou lié à l'incendie, ou des travaux de prévention d'un tel sinistre ou, au titre d'une année, et dans la limite de 30 % des sommes déposées sur le compte, pour procéder à des travaux forestiers de nature différente ou pour le financement d'un document de gestion durable prévu au 2° de l'article L 122-3 du Code forestier.

Les travaux de reconstruction forestière et ceux de prévention sont précisés à l'article D 352-1 du Code forestier ci-après littéralement rapporté :

"Sont considérées comme des travaux de reconstitution forestière les opérations permettant d'obtenir un nouveau peuplement forestier telles que l'exploitation des arbres chablis, le nettoyage, l'ébranchage, le débardage, les travaux connexes portant sur l'ouverture de fossés, le rétablissement de passages busés, la replantation et la régénération, la maîtrise d'œuvre, le dégagement de plantations, le dépressage et la protection contre le gibier."

"Sont considérées comme des travaux de prévention d'un sinistre naturel d'origine sanitaire, climatologique, météorologique ou lié à l'incendie les opérations telles que la mise en place de coupure pare-feu, de bassins et citernes, le débroussaillage, le brûlage dirigé, l'aménagement de desserte, le broyage sur place des bois, l'exploitation et le traitement des arbres et bois dépérissables et des arbres environnants atteints par les parasites, le traitement des piles de bois, la maîtrise d'œuvre."

"Sont considérés comme des travaux forestiers au sens du deuxième alinéa de l'article L. 352-3 du code forestier les travaux mentionnés à l'article L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime."

En cas de mutation par décès, cet engagement doit être pris dans la déclaration de succession ou dans un document qui lui est indivisiblement annexé.

En vertu des dispositions du II bis de l'article 1840 G du Code général des impôts, en

cas de manquement à l'engagement prévu au b du 3 de l'article 793 du même Code pris par l'héritier, le donataire ou le légataire d'employer les sommes objets de la mutation conformément aux dispositions de l'article L 352-3 du Code forestier pendant trente ans, les héritiers, donataires ou légataires ou leurs ayants cause sont tenus d'acquitter à première réquisition :

le complément de droit d'enregistrement ;

et un supplément de droit égal, respectivement, à 30 %, 20 % et 10 % de la réduction consentie selon que le manquement est constaté avant l'expiration de la dixième, vingtième ou trentième année.

Pour la garantie de ces droits, le Trésor dispose de l'hypothèque légale prévue au 3 de l'article 1929 du Code général des impôts (BOI-REC-GAR-10-20-20).

Le titulaire du compte d'investissement forestier et d'assurance mentionné à l'article L 352-1 tient à la disposition de l'administration fiscale et des agents des services déconcentrés de l'Etat chargés de la forêt :

"1° L'ensemble des pièces prévues au I de l'article D. 221-121 du code monétaire et financier ;"

"2° Les pièces justificatives permettant d'attester que les dépôts et retraits intervenus sur le compte respectent les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 352-2 et à l'article L. 352-3."

"Ces pièces doivent être conservées par le titulaire du compte pendant un délai de six ans à compter de la date de réalisation des dépôts et retraits."

IMMATRICULATION

L'immatriculation de la société sera effectuée au registre du commerce et des sociétés de LAVAL via le guichet unique par le notaire soussigné.

Aux termes de celle-ci, elle sera dotée de la personne morale, donc d'une existence juridique, elle pourra ainsi agir en son nom propre.

REGISTRE DES BENEFICIAIRES EFFECTIFS

Aux termes des dispositions de l'article L 561-2-2 du Code monétaire et financier et du décret numéro 2017-1094 du 12 juin 2017 ainsi que de l'ordonnance n°2020-115 du 12 février 2020, la société devra déposer lors de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés par l'intermédiaire du guichet unique les informations relatives aux "bénéficiaires effectifs" ainsi qu'aux modalités de contrôle qu'ils exercent sur la société.

La définition du "bénéficiaire effectif" est la suivante : il s'agit de toute personne possédant, directement ou indirectement, plus de 25% du capital ou des droits de vote, ou à défaut, la personne exerçant un contrôle sur les organes de direction et de gestion au sein de la société.

PREMIER EXERCICE SOCIAL

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés par l'intermédiaire du guichet unique et sera clos le 31 décembre 2026.

PREMIER GERANT

Le gérant est, d'un commun accord entre les constituants : **Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE.**

La durée de ses fonctions est : indéterminée.

ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION - POUVOIRS - ETAT

Pouvoirs

Les associés confèrent à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE le mandat de prendre les engagements suivants pour le compte de la société avant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, savoir :

Pouvoirs généraux : procéder à l'immatriculation de la société.

Pouvoirs spéciaux : faire toutes les démarches relatives à l'immatriculation et notamment ouvrir tout compte auprès de toute banque.

L'immatriculation de la société vaudra reprise des engagements ci-dessus par celle-ci conformément aux dispositions de l'article L 210-6, deuxième alinéa, du Code de commerce.

Pour le cas où la société ne serait pas constituée, les associés, conformément aux dispositions de l'article 1843 du Code civil, seront tenus solidairement des obligations nées des actes ainsi accomplis.

Prise en compte d'un évènement sanitaire

Le notaire soussigné rappelle l'impact d'une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 en ce qui concerne les effets potentiels sur les modalités de convocation et de déroulement des assemblées sus-relatées dans la mesure où des dispositions d'origine légale ou réglementaire prises en conséquence les modifieraient temporairement.

Régime fiscal de la société

Les associés soumettent la société au régime fiscal **des sociétés de personnes**. Le notaire soussigné les avertit que la taxation à l'impôt sur les sociétés serait automatique si la moyenne annuelle des recettes de nature commerciale (droit de chasse et vente de bois de chauffage) calculée sur trois années venait à excéder 100 000,00 euros ou 50 % du montant des recettes totales hors taxes, et ce aux termes de la doctrine fiscale actuelle (BOI-IS-CHAMP-10-30 § 350).

Option ultérieure à l'impôt sur les sociétés

La société peut clôturer son exercice social en cours d'année et opter, dans les trois mois de cette clôture, pour son assujettissement à l'impôt sur les sociétés. Toutefois, cette option pour l'impôt sur les sociétés emporte cessation d'entreprise au sens du II de l'article 202 ter du Code général des impôts. Dès lors, la société doit produire dans un délai de soixante jours à compter de l'évènement emportant changement de régime fiscal la déclaration numéro 2072 de l'exercice clos en cours d'année.

Le II de l'article 809 du Code général des impôts dispose que, lorsqu'une personne morale dont les résultats ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés devient passible de cet impôt, le changement de son régime fiscal rend les droits et taxes de mutation à titre onéreux exigibles sur les apports purs et simples qui lui ont été faits depuis le 1^{er} août 1965 par des personnes non soumises audit impôt, sous réserve des tempéraments pouvant exister à la date du changement. Les droits sont perçus sur la valeur vénale des biens à la date du changement.

Taxe sur la valeur ajoutée

Si l'immeuble apporté a donné lieu à déduction de TVA et si son apport n'est pas imposable à la TVA, l'apporteur devra procéder à la régularisation de la TVA.

En outre, dans la mesure où l'apporteur est un assujetti à la TVA, les apports pourront être soumis de plein droit ou sur option à celle-ci. Il peut y avoir dispense de la TVA s'il s'agit d'une opération de transfert d'une universalité de biens entre assujettis.

Démembrement de propriété – Répartition des bénéfices et pertes

Lorsque la collectivité des associés décidera de la distribution du bénéfice de l'exercice (qu'il soit ou non placé en report à nouveau), celui-ci reviendra en totalité en pleine propriété à l'usufruitier au prorata des parts sociales dont la propriété est démembrée. Le résultat exceptionnel, lié par exemple à la cession d'un actif, reviendra au nu-propriétaire.

L'usufruitier sera imposé sur le résultat courant de l'exercice tandis que le nu-propriétaire le sera sur le résultat exceptionnel de l'exercice. Corrélativement, l'usufruitier sera fondé à déduire les pertes courantes et le nu-propriétaire les pertes exceptionnelles.

S'agissant des déficits, la doctrine administrative prévoit que la prise en compte des déficits fiscaux réalisés par la société revient de droit au nu-propriétaire qui, en tant qu'associé, doit répondre des dettes sociales.

Déclaration annuelle

Les comparants s'engagent, pour le compte de la société, à communiquer à l'administration fiscale française, sur sa demande, et pour chacune des années pour lesquelles ces renseignements seront demandés par cette administration, en application des dispositions de l'article 990 E du Code général des impôts :

- la situation, la consistance et la valeur des immeubles situés en France et possédés directement ou par personne interposée par la société au 1^{er} janvier ;
- l'identité et l'adresse des associés à la même date ;
- le nombre de parts détenues par chacun d'eux.

Ils s'engagent également à faire parvenir à l'administration fiscale française, sur sa demande, la justification de la résidence des associés à la même date.

Le tout afin de ne pas avoir à supporter les dispositions de l'article 990 D du Code général des impôts aux termes desquelles les personnes morales, qui, directement ou par personne interposée, possèdent un ou plusieurs immeubles situés en France ou sont titulaires de droits réels portant sur ces biens sont redevables d'une taxe annuelle égale à 3 % de la valeur vénale de ces immeubles ou droits.

Cession de parts représentatives d'un apport en nature

La cession de parts dans les trois ans de la réalisation de l'apport en nature dont elles sont la représentation s'analyse fiscalement en une cession des biens eux-mêmes et ce en application des dispositions de l'article 727 du Code général des impôts.

Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge du groupement, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfices.

En attendant l'immatriculation du groupement, ils seront avancés par les associés ou l'un d'entre eux.

Non-souscription à engagement collectif

Avertis des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts, les fondateurs n'ont pas exprimé le souhait de faire bénéficier actuellement leurs héritiers, légataires ou donataires des dispositions fiscales de cet article compte tenu des obligations attachées à celles-ci (durée de détention, volume des titres détenus).

Affirmation de sincérité

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime la réalité et l'intégralité des conventions et estimations intervenues entre elles.

Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

De son côté, le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, ...);

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte ;

- les établissements financiers concernés ;

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégué, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 ;

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés TRENTE (30) ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés SOIXANTE-QUINZE (75) ans et CENT (100) ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées CINQ (5) ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo.not@adnov.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

CARACTERE AUTHENTIQUE DES ANNEXES

La totalité des annexes relatives aux présentes a été portée à la connaissance des parties et font partie intégrante de la minute.

Chacune d'elles est revêtue d'une mention signée par le notaire soussigné ; toutefois si les feuilles des annexes sont, lors de la signature par les parties, réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition, il n'y a pas lieu d'apposer sur les annexes la mention prévue à l'article 22 du décret n° 71-941 du 26 novembre 1971, modifié par le décret n° 2005-973 du 10 août 2005.

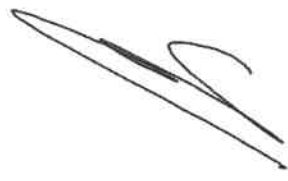
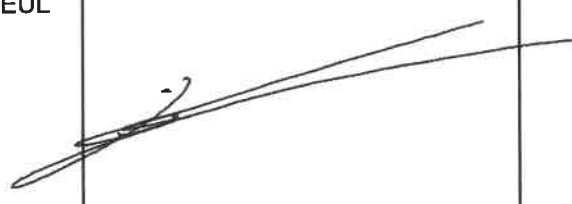
DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Recueil de signatures par Maître Pierre-Henry FOUILLEUL

M. Yves Marie Dominique GOURLEZ de la MOTTE, agissant qualité et ès qualité de SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT A signé A l'office Le 26 juin 2026	
Mme Mathilde QUELARD, représentante de : . Mme Amélie Marie Anne GOURLEZ de la MOTTE . Mme Mathilda Mary GOURLEZ de la MOTTE . M. Martin Marie Olivier GOURLEZ DE LA MOTTE . M. Auguste Marie Alfred GOURLEZ DE LA MOTTE A signé A l'office Le 26 juin 2026	
et le notaire Me FOUILLEUL Pierre-Henry A signé A l'office L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX LE VINGT-SIX JUIN	

Acte de STATUTS DE GROUPEMENT FORESTIER (GF) « ABBA » reçu par
Maître Pierre-Henry FOUILLEUL en date du VINGT-SIX JUIN DEUX MILLE
VINGT-SIX.

MENTION

Je soussigné, **Maître Pierre-Henry FOUILLEUL**, notaire associé de la société civile professionnelle dénommée 'Catherine TOMBECK et Pierre-Henry FOUILLEUL, Notaires associés' titulaire d'un office notarial à LAVAL (53000), 16, rue de l'Ancien Evêché, ATTESTE qu'il y a lieu de porter à l'acte ci-dessus les rectifications suivantes :

Page 1, au paragraphe « IDENTIFICATION DES ASSOCIES »

Au lieu de lire :

Madame Mathilda Mary **GOURLEZ de la MOTTE**, chef d'entreprise,
demeurant à COURCAY (37310), 20 GEAY,
Née à FORT WALTON BEACH (ETATS-UNIS), le 15 mai 1985.
Epouse de Monsieur Gustave Joseph Emmanuel DE KANOE DE LA
BASTILLE,
Mariée à la mairie de MARIGNE PEUTON (53200), le 26 juin 2010.
Soumise au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de
mariage reçu par Maître Gildas KERNEIS notaire à PARIS, le 25 juin 2010,
préalablement à leur union.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.
De nationalité française.
« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Il y a lieu de lire :

Madame Mathilda Mary **GOURLEZ de la MOTTE**, chef d'entreprise,
demeurant à COURCAY (37310), 20 GEAY,
Née à FORT WALTON BEACH (ETATS-UNIS), le 15 mai 1985.
Epouse de Monsieur Gustave Joseph Emmanuel DE LANOE DE LA
BASTILLE,
Mariée à la mairie de MARIGNE PEUTON (53200), le 26 juin 2010.
Soumise au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de
mariage reçu par Maître Gildas KERNEIS notaire à PARIS, le 25 juin 2010,
préalablement à leur union.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.
De nationalité française.
« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Fait à LAVAL (53000), 16, rue de l'Ancien Evêché,
Le HUIT JUILLET DEUX MILLE VINGT-SIX.

Signée électroniquement par le Notaire le 9 juillet 2026

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT

Société civile immobilière

Au capital de 900.15 EUROS

Siège social : 2 , boulevard Albert Blanchoin à ANGERS (49000)

Immatriculée au RCS de ANGERS : 439534694

Numéro SIRET : 439534694

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX,

LE

22 Juin

A

Aulnay

heures *18*

minutes. *~*

Les associés de la société dénommée SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT, Société civile immobilière au capital de 900,15 € divisé en SIX MILLE UNE (6001) parts sociales, ayant son siège social à ANGERS (49000), 2, boulevard Albert Blanchoin identifiée au SIREN sous le numéro 439534694 et immatriculée au RCS de ANGERS, se sont réunis en assemblée générale ordinaire à ANGERS sur convocation verbale faite par le gérant.

L'assemblée générale est présidée par Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE, en sa qualité de gérant de ladite société.

ASSOCIES

1) Monsieur Yves Marie Dominique Ignace **GOURLEZ de la MOTTE**, Chef d'entreprise, demeurant à MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay, Né à VERSAILLES (78000), le 12 avril 1956.

Epoux de Madame Françoise Marie Cécile BUDES de GUEBRIANT, Marié à la mairie de CRAON (53400), le 20 août 1982.

Soumis au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître CHRISTEL-TURQUET, notaire à CRAON (86110), le 15 août 1982, préalablement à leur union.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

Représentant SIX MILLE (6000) parts sur un total de SIX MILLE UNE (6001).

2) Madame Amélie Marie Anne **GOURLEZ de la MOTTE**, directrice, demeurant à

MARIGNE PEUTON (53200), La Pelterie,

Née à PARIS (75008), le 14 février 1984.

Epouse de Monsieur Edouard Sébastien Marie Benoît de QUATREBARBES,

Mariée à la mairie de CHAMBELLAY (49220), le 5 juin 2009.

Soumise au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Murielle GAMET notaire à PARIS, le 12 mai 2009, préalablement à leur union.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De nationalité française.

Représentant UNE (1) part sur un total de SIX MILLE UNE (6001).

Formant la totalité du capital social.

Le président constate que tous les associés sont présents ou représentés ; ainsi, l'assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le président rappelle que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

PARTICIPATION AU GROUPEMENT FORESTIER ABBA

Il a été projeté la constitution d'une société sous la forme du Groupement Forestier régi par les articles L 331-1 et suivants du Code forestier, par le titre IX du livre III du Code civil et par les présents statuts.

La dénomination sociale sera « GFF ABBA », et la société aura pour objet « La constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation et la gestion, la vente d'un ou plusieurs massifs forestiers susceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière, ainsi que leurs accessoires et dépendances indissociables qui seront compris dans son patrimoine ou dont il aura la jouissance par suite d'apport, d'acquisition ou de prise à bail et pour lesquels le groupement souscrira un engagement d'exploitation normale pendant trente ans conforme aux dispositions de l'article 848 bis du Code général des impôts, ainsi que de tous terrains à boiser, friches et landes se rattachant à ces massifs forestiers et pour lesquels le groupement prendra l'engagement de boiser dans les cinq ans de leur apport ou de leur acquisition ou de leur prise à bail.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société et soient conformes à la législation régissant les groupements forestiers. »

pour une durée de 99 ans au capital social d'un montant de SIX CENTS EUROS (600,00 €) divisé en 100 parts sociales de SIX EUROS (6,00€) chacune, portant les numéros de 1 à 100 et attribuées en proportions des apports des associés de la manière suivante :

- à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE : 75 parts sociales numérotées de 1 à 75.
- à Madame Amélie GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 76 à

80.

- à Madame Mathilda GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 81 à

85.

- à Monsieur Martin GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 86 à

90.

- à Monsieur Auguste GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 91 à

95.

- à la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT : 5 parts sociales numérotées de 96 à 100.

Le siège de la société sera fixé à MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay.

QUITUS DONNE AU GERANT

Résolution concernant le quitus donné au gérant.

POUVOIRS

Approbation des pouvoirs donnés à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE, avec

faculté de délégation et de substituer, à l'effet d'effectuer toutes opérations nécessaires à la mise en œuvre desdites résolutions, de signer tous actes sous signature privée ou authentiques et tous documents relatifs aux résolutions adoptées.

DELIBERATIONS

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée les documents suivants :

- les statuts à jour de la société ;
- la feuille de présence ;
- le rapport de la gérance ;
- le texte des résolutions soumises au vote.

Le président indique que, conformément aux dispositions réglementaires, tous les documents nécessaires à l'information des associés ont été tenus au siège social à la disposition des associés qui ont pu en prendre connaissance ou copie.

Le président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et déclare la discussion ouverte.

Diverses explications sont échangées entre les membres de l'assemblée et le président répond aux questions qui lui sont posées.

Personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

RESOLUTIONS

1) RESOLUTION CONCERNANT LA PARTICIPATION AU GROUPEMENT FORESTIER ABBA

Est soumis au vote :

- *La participation de la société au capital du Groupement Forestier « ABBA » ;
- *La souscription de 5 parts sociales d'une valeur nominale chacune de SIX EUROS (6,00 €) numérotées de 96 à 100,
- *L'apport en numéraire d'une somme de TRENTE EUROS (30,00 €) permettant la souscription des parts sociales,

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

2) RESOLUTION CONCERNANT LES POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE, à l'effet d'effectuer toutes opérations nécessaires à la mise en œuvre desdites résolutions, de signer tous actes sous signature privée ou authentiques et tous documents relatifs aux résolutions adoptées et d'accomplir toutes les formalités légales avec faculté de se substituer et avec faculté de délégation en cas d'empêchement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée à **18** heures **30** minutes.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président de séance et tous les associés ou leurs mandataires.

Ce procès-verbal sera retranscrit sans délai sur le registre des délibérations.

Pour copie certifiée conforme par le président.



Dossier : Droit forestier GROUPEMENT FORESTIER "ABBA" / N° 20261015577
Réf : PHF / MAQ / AHM

PROCURATION POUR CONSTITUER UN GROUPEMENT FORESTIER

PAR :

Madame Amélie Marie Anne **GOURLEZ de la MOTTE**, directrice, demeurant à
MARIGNE PEUTON (53200), La Pelterie,
Née à PARIS (75008), le 14 février 1984.
Epouse de Monsieur Edouard Sébastien Marie Benoit de QUATREBARBES,
Mariée à la mairie de CHAMBELLAY (49220), le 5 juin 2009.
Soumise au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage
reçu par Maître Murielle GAMET notaire à PARIS, le 12 mai 2009, préalablement à leur union.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.
De nationalité française.
« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommée le « MANDANT ».

AU PROFIT DE :

Monsieur Yves Marie Dominique Ignace **GOURLEZ de la MOTTE**, Chef d'entreprise,
demeurant à MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay,
Né à VERSAILLES (78000), le 12 avril 1956.
Epoux de Madame Françoise Marie Cécile BUDES de GUEBRIANT,

OU

A défaut tout collaborateur ou employé de l'office notarial sis à LAVAL, 16, rue de
l'Ancien Evêché, dont est titulaire la société civile professionnelle dénommée "Catherine
TOMBECK et Pierre-Henry FOUILLEUL, Notaires associés".

Ci-après dénommé le « MANDATAIRE ».

Avec la faculté d'agir ensemble ou séparément.

Préalablement à la procuration objet du présent acte, le MANDANT expose ce qui suit :

EXPOSE

Il a été projeté la constitution d'une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Forme** : **Groupement forestier** régi par les articles L 331-1 et suivants du Code forestier, par le titre IX du livre III du Code civil et par les présents statuts.

- **Dénomination sociale** : **GFF ABBA**

- **Objet** : La constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation et la gestion, la vente d'un ou plusieurs massifs forestiers susceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière, ainsi que leurs accessoires et dépendances indissociables qui seront compris dans son patrimoine ou dont il aura la jouissance par suite d'apport, d'acquisition ou de prise à bail et pour lesquels le groupement souscrira un engagement d'exploitation normale pendant trente ans conforme aux dispositions de l'article 848 bis du Code général des impôts, ainsi que de tous terrains à boiser, friches et landes se rattachant à ces massifs forestiers et pour lesquels le groupement prendra l'engagement de boiser dans les cinq ans de leur apport ou de leur acquisition ou de leur prise à bail.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société et soient conformes à la législation régissant les groupements forestiers.

- **Durée** : 99 années du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

- **Siège social** : MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay

- **Associés** : les membres de cette société comprendront outre le constituant, requérant au présent acte :

*Monsieur Yves **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Madame Mathilda **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Monsieur Martin **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

*Monsieur Auguste **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

***La société civile immobilière d'ORGEMONT**

- **Capital social** : SIX CENTS EUROS (600,00 €), divisé en 100 parts sociales de SIX EUROS (6,00 €) chacune, portant les numéros 1 à 100, qui sont attribuées aux futurs associés en proportion de leurs apports, savoir :

- à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE : 75 parts sociales numérotées de 1 à 75.

- à Madame Amélie GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 76 à 80.

- à Madame Mathilda GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 81 à 85.

- à Monsieur Martin GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 86 à 90.

- à Monsieur Auguste GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 91 à 95.

- à la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT : 5 parts sociales numérotées de 96 à 100.

Ce capital social comprendra des apports en numéraire à concurrence de 600,00 €.

CELA EXPOSÉ, il est passé à la procuration objet du présent acte.

POUVOIRS

Le MANDANT donne pouvoir, pour lui et en son nom, à l'effet de :

- **REPRÉSENTER** le MANDANT à la constitution de la société projetée, ainsi qu'il est expliqué dans l'exposé qui précède ;

- **FAIRE APPORT** en numéraire d'une somme de 30,00 €, moyennant l'attribution de 5 parts sociales entièrement libérées ;

- EFFECTUER le versement de ladite somme suivant le mode et les délais prévus dans les dispositions statutaires ;

- ÉTABLIR les statuts de la société en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- FAIRE toutes déclarations sur la souscription, la libération et la répartition des parts sociales ; fixer tous taux d'intérêt tant en ce qui concerne les apports sociaux que pour toutes autres causes ;

- DÉTERMINER les dispositions relatives à la cession à titre onéreux et à la transmission entre vifs ou par décès des parts sociales ; convenir des modalités de retrait d'un associé ;

- NOMMER le ou les gérants ; déterminer la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs dans les rapports avec les associés, ainsi que leur rémunération ;

- ACCEPTER pour le MANDANT tous engagements et fonctions ;

- PRÉCISER les conditions de la convocation aux assemblées, les modalités de consultation des associés ;

- FAIRE toutes déclarations d'état civil et autres ;

- STIPULER, dans les termes que le MANDATAIRE jugera convenables, les bases de répartition des bénéfices et des pertes entre les associés, les modalités de constitution de réserves ; fixer les conventions sur les modifications du capital social, la continuation de la société en cas de perte de tout ou partie du capital social, à sa prorogation, modification, dissolution et à sa liquidation ; nommer tous commissaires aux comptes ;

- PROCÉDER à toutes formalités, notamment à la publication de l'acte de société, conformément à la loi et à l'inscription au Registre du commerce et des sociétés ;

- PRENDRE toutes décisions, donner toutes autorisations et, le cas échéant, conférer tous pouvoirs pour permettre la réalisation et la prise en charge par la société des actes et engagements rentrant dans son objet pendant la période antérieure à son immatriculation au Registre du commerce.

MULTI-REPRESENTATION

A titre d'information du MANDANT et de son MANDATAIRE, il est ici rappelé les dispositions de l'article 1161 du Code civil.

Par dérogation aux dispositions de cet article, le MANDANT autorise dès à présent le MANDATAIRE à agir pour le compte des deux parties au contrat ou contracter pour son propre compte avec le représenté ou agir pour son propre compte et celui du mandant.

DECHARGE DE MANDAT

Le MANDATAIRE sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu des présentes et des déclarations du MANDANT par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

REMUNERATION

Le MANDANT reconnaît avoir confié à l'étude du notaire rédacteur des présentes la mission d'établir la présente procuration sous signature privée, et devoir lui régler la rémunération de TRENTE-CINQ EUROS (35,00 €) HT auquel il convient d'ajouter la TVA au taux actuellement en vigueur, soit un montant total TTC de QUARANTE-DEUX EUROS (42,00 €) au titre des articles L. 444-1 et suivants du Code de commerce.

MEDIATEUR DE LA CONSOMMATION DU NOTARIAT

Les parties sont informées qu'en cas de litige avec un notaire, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre au médiateur de la consommation du notariat dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : <https://mediateur-notariat.notaires.fr/>.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...);
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte ;
- les établissements financiers concernés ;
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales ;
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 ;
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés TRENTE (30) ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés SOIXANTE-QUINZE (75) ans et CENT (100) ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées CINQ (5) ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo.not@adnov.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

Fait à

Le

N'omettez pas :

- *d'apposer vos initiales au bas de chaque page, à l'exception de la dernière ;*
- *de porter la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour pouvoir » suivie de votre signature sur la dernière page.*

Votre signature est à faire certifier soit à la mairie de votre domicile, soit chez le notaire de votre choix.



yousign



DOCSECURE
by FoxNot

*Solution de signature électronique sécurisée par Yousign
Fournie via DocSecure*

Le présent document formant un tout unique et indivisible, sur 6 pages, a été signé au moyen d'un procédé électronique de signature sécurisée par Yousign via la solution DocSecure.

La (les) signature(s) électronique(s), ci-après apposée(s), est (sont) conforme(s) au niveau «**Signature Avancée**» du règlement européen n°910/2014/UE du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit «Règlement eIDAS ».

Signatures :

23-06-2026 11:27 (CEST)

Dossier : Droit forestier GROUPEMENT FORESTIER "ABBA" / N° 20261015577
Réf : PHF / MAQ / AHM

PROCURATION POUR CONSTITUER UN GROUPEMENT FORESTIER

PAR :

Monsieur Martin Marie Olivier **GOURLEZ de la MOTTE**, salarié, demeurant à PARIS (75020), 21, avenue Gambetta,
Né à SAINT DIE DES VOSGES (88100), le 17 janvier 1988.
Célibataire.
Non soumis à un pacs ou partenariat,
De nationalité française.
« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé le « MANDANT ».

AU PROFIT DE :

Monsieur Yves Marie Dominique Ignace **GOURLEZ de la MOTTE**, Chef d'entreprise, demeurant à MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay,
Né à VERSAILLES (78000), le 12 avril 1956.
Epoux de Madame Françoise Marie Cécile BUDES de GUEBRIANT,

OU

A défaut tout collaborateur ou employé de l'office notarial sis à LAVAL, 16, rue de l'Ancien Evêché, dont est titulaire la société civile professionnelle dénommée "Catherine TOMBECK et Pierre-Henry FOUILLEUL, Notaires associés".

Ci-après dénommé le « MANDATAIRE ».

Avec la faculté d'agir ensemble ou séparément.

Préalablement à la procuration objet du présent acte, le MANDANT expose ce qui suit :

EXPOSE

Il a été projeté la constitution d'une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Forme** : **Groupement forestier** régi par les articles L 331-1 et suivants du Code forestier, par le titre IX du livre III du Code civil et par les présents statuts.

- **Dénomination sociale** : **GFF ABBA**

- **Objet** : La constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation et la gestion, la vente d'un ou plusieurs massifs forestiers susceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière, ainsi que leurs accessoires et dépendances indissociables qui seront compris dans son patrimoine ou dont il aura la jouissance par suite d'apport, d'acquisition ou de prise à bail et pour lesquels le groupement souscrira un engagement d'exploitation normale pendant trente ans conforme aux dispositions de l'article 848 bis du Code général des impôts, ainsi que de tous terrains à boiser, friches et landes se rattachant à ces massifs forestiers et pour lesquels le groupement prendra l'engagement de boiser dans les cinq ans de leur apport ou de leur acquisition ou de leur prise à bail.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société et soient conformes à la législation régissant les groupements forestiers.

- **Durée** : 99 années du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

- **Siège social** : MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay

- **Associés** : les membres de cette société comprendront outre le constituant, requérant au présent acte :

*Monsieur Yves **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Madame Mathilda **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Madame Amélie **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

*Monsieur Auguste **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

***La société civile immobilière d'ORGEMONT**

- **Capital social** : SIX CENTS EUROS (600,00 €), divisé en 100 parts sociales de SIX EUROS (6,00 €) chacune, portant les numéros 1 à 100, qui sont attribuées aux futurs associés en proportion de leurs apports, savoir :

- à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE : 75 parts sociales numérotées de 1 à 75.

- à Madame Amélie GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 76 à 80.

- à Madame Mathilda GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 81 à 85.

- à Monsieur Martin GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 86 à 90.

- à Monsieur Auguste GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 91 à 95.

- à la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT : 5 parts sociales numérotées de 96 à 100.

Ce capital social comprendra des apports en numéraire à concurrence de 600,00 €.

CELA EXPOSÉ, il est passé à la procuration objet du présent acte.

POUVOIRS

Le MANDANT donne pouvoir, pour lui et en son nom, à l'effet de :

- **REPRÉSENTER** le MANDANT à la constitution de la société projetée, ainsi qu'il est expliqué dans l'exposé qui précède ;

- **FAIRE APPORT** en numéraire d'une somme de 30,00 €, moyennant l'attribution de 5 parts sociales entièrement libérées ;

- **EFFECTUER** le versement de ladite somme suivant le mode et les délais prévus dans les dispositions statutaires ;

- ÉTABLIR les statuts de la société en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- FAIRE toutes déclarations sur la souscription, la libération et la répartition des parts sociales ; fixer tous taux d'intérêt tant en ce qui concerne les apports sociaux que pour toutes autres causes ;

- DÉTERMINER les dispositions relatives à la cession à titre onéreux et à la transmission entre vifs ou par décès des parts sociales ; convenir des modalités de retrait d'un associé ;

- NOMMER le ou les gérants ; déterminer la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs dans les rapports avec les associés, ainsi que leur rémunération ;

- ACCEPTER pour le MANDANT tous engagements et fonctions ;

- PRÉCISER les conditions de la convocation aux assemblées, les modalités de consultation des associés ;

- FAIRE toutes déclarations d'état civil et autres ;

- STIPULER, dans les termes que le MANDATAIRE jugera convenables, les bases de répartition des bénéfices et des pertes entre les associés, les modalités de constitution de réserves ; fixer les conventions sur les modifications du capital social, la continuation de la société en cas de perte de tout ou partie du capital social, à sa prorogation, modification, dissolution et à sa liquidation ; nommer tous commissaires aux comptes ;

- PROCÉDER à toutes formalités, notamment à la publication de l'acte de société, conformément à la loi et à l'inscription au Registre du commerce et des sociétés ;

- PRENDRE toutes décisions, donner toutes autorisations et, le cas échéant, conférer tous pouvoirs pour permettre la réalisation et la prise en charge par la société des actes et engagements rentrant dans son objet pendant la période antérieure à son immatriculation au Registre du commerce.

MULTI-REPRESENTATION

A titre d'information du MANDANT et de son MANDATAIRE, il est ici rappelé les dispositions de l'article 1161 du Code civil.

Par dérogation aux dispositions de cet article, le MANDANT autorise dès à présent le MANDATAIRE à agir pour le compte des deux parties au contrat ou contracter pour son propre compte avec le représenté ou agir pour son propre compte et celui du mandant.

DECHARGE DE MANDAT

Le MANDATAIRE sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu des présentes et des déclarations du MANDANT par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

REMUNERATION

Le MANDANT reconnaît avoir confié à l'étude du notaire rédacteur des présentes la mission d'établir la présente procuration sous signature privée, et devoir lui régler la rémunération de TRENTE-CINQ EUROS (35,00 €) HT auquel il convient d'ajouter la TVA au taux actuellement en vigueur, soit un montant total TTC de QUARANTE-DEUX EUROS (42,00 €) au titre des articles L. 444-1 et suivants du Code de commerce.

MEDIATEUR DE LA CONSOMMATION DU NOTARIAT

Les parties sont informées qu'en cas de litige avec un notaire, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre au médiateur de la consommation du notariat dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site :

<https://mediateur-notariat.notaires.fr/>.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...);
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte ;
- les établissements financiers concernés ;
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales ;
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 ;

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés TRENTE (30) ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés SOIXANTE-QUINZE (75) ans et CENT (100) ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées CINQ (5) ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo.not@adnov.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

Fait à

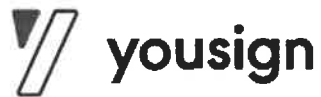
Le

N'omettez pas :

- d'apposer vos initiales au bas de chaque page, à l'exception de la dernière ;
- de porter la mention manuscrite « **Lu et approuvé, bon pour pouvoir** » suivie de votre signature sur la dernière page.

Votre signature est à faire certifier soit à la mairie de votre domicile, soit chez le

notaire de votre choix.



*Solution de signature électronique sécurisée par Yousign
Fournie via DocSecure*

Le présent document formant un tout unique et indivisible, sur 6 pages, a été signé au moyen d'un procédé électronique de signature sécurisée par Yousign via la solution DocSecure.

La (les) signature(s) électronique(s), ci-après apposée(s), est (sont) conforme(s) au niveau «**Signature Avancée**» du règlement européen n°910/2014/UE du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit «**Règlement eIDAS** ».

Signatures :

22-06-2026 23:21 (CEST)

Dossier : Droit forestier GROUPEMENT FORESTIER "ABBA" / N° 20261015577
Réf : PHF / MAQ / AHM

PROCURATION POUR CONSTITUER UN GROUPEMENT FORESTIER

PAR :

Monsieur Auguste Marie Alfred **GOURLEZ de la MOTTE**, chef d'entreprise,
demeurant à MARIGNE PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay,
Né à CHÂTEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE (53200), le 12 juillet 1994.
Célibataire.
Non soumis à un pacs ou partenariat,
De nationalité française.
« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé le « MANDANT ».

AU PROFIT DE :

Monsieur Yves Marie Dominique Ignace **GOURLEZ de la MOTTE**, Chef d'entreprise,
demeurant à MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay,
Né à VERSAILLES (78000), le 12 avril 1956.
Epoux de Madame Françoise Marie Cécile BUDES de GUEBRIANT,

OU

A défaut tout collaborateur ou employé de l'office notarial sis à LAVAL, 16, rue de l'Ancien Evêché, dont est titulaire la société civile professionnelle dénommée "Catherine TOMBECK et Pierre-Henry FOUILLEUL, Notaires associés".

Ci-après dénommé le « MANDATAIRE ».

Avec la faculté d'agir ensemble ou séparément.

Préalablement à la procuration objet du présent acte, le MANDANT expose ce qui suit :

EXPOSE

Il a été projeté la constitution d'une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Forme** : **Groupement forestier** régi par les articles L 331-1 et suivants du Code forestier, par le titre IX du livre III du Code civil et par les présents statuts.

- **Dénomination sociale** : **GFF ABBA**

- **Objet** : La constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation et la gestion, la vente d'un ou plusieurs massifs forestiers susceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière, ainsi que leurs accessoires et dépendances indissociables qui seront compris dans son patrimoine ou dont il aura la jouissance par suite d'apport, d'acquisition ou de prise à bail et pour lesquels le groupement souscrita un engagement d'exploitation normale pendant trente ans conforme aux dispositions de l'article 848 bis du Code général des impôts, ainsi que de tous terrains à boiser, friches et landes se rattachant à ces massifs forestiers et pour lesquels le groupement prendra l'engagement de boiser dans les cinq ans de leur apport ou de leur acquisition ou de leur prise à bail.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société et soient conformes à la législation régissant les groupements forestiers.

- **Durée** : 99 années du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

- **Siège social** : MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay

- **Associés** : les membres de cette société comprendront outre le constituant, requérant au présent acte :

*Monsieur Yves **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Madame Mathilda **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Monsieur Martin **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

*Madame Amélie **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

***La société civile immobilière d'ORGEMONT**

- **Capital social** : SIX CENTS EUROS (600,00 €), divisé en 100 parts sociales de SIX EUROS (6,00 €) chacune, portant les numéros 1 à 100, qui sont attribuées aux futurs associés en proportion de leurs apports, savoir :

- à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE : 75 parts sociales numérotées de 1 à 75.

- à Madame Amélie GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 76 à 80.

- à Madame Mathilda GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 81 à 85.

- à Monsieur Martin GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 86 à 90.

- à Monsieur Auguste GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 91 à 95.

- à la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT : 5 parts sociales numérotées de 96 à 100.

Ce capital social comprendra des apports en numéraire à concurrence de 600,00 €.

CELA EXPOSÉ, il est passé à la procuration objet du présent acte.

POUVOIRS

Le MANDANT donne pouvoir, pour lui et en son nom, à l'effet de :

- **REPRÉSENTER** le MANDANT à la constitution de la société projetée, ainsi qu'il est expliqué dans l'exposé qui précède ;

- **FAIRE APPORT** en numéraire d'une somme de 30,00 €, moyennant l'attribution de 5 parts sociales entièrement libérées ;

- **EFFECTUER** le versement de ladite somme suivant le mode et les délais prévus dans les dispositions statutaires ;

- ÉTABLIR les statuts de la société en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- FAIRE toutes déclarations sur la souscription, la libération et la répartition des parts sociales ; fixer tous taux d'intérêt tant en ce qui concerne les apports sociaux que pour toutes autres causes ;

- DÉTERMINER les dispositions relatives à la cession à titre onéreux et à la transmission entre vifs ou par décès des parts sociales ; convenir des modalités de retrait d'un associé ;

- NOMMER le ou les gérants ; déterminer la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs dans les rapports avec les associés, ainsi que leur rémunération ;

- ACCEPTER pour le MANDANT tous engagements et fonctions ;

- PRÉCISER les conditions de la convocation aux assemblées, les modalités de consultation des associés ;

- FAIRE toutes déclarations d'état civil et autres ;

- STIPULER, dans les termes que le MANDATAIRE jugera convenables, les bases de répartition des bénéfices et des pertes entre les associés, les modalités de constitution de réserves ; fixer les conventions sur les modifications du capital social, la continuation de la société en cas de perte de tout ou partie du capital social, à sa prorogation, modification, dissolution et à sa liquidation ; nommer tous commissaires aux comptes ;

- PROCÉDER à toutes formalités, notamment à la publication de l'acte de société, conformément à la loi et à l'inscription au Registre du commerce et des sociétés ;

- PRENDRE toutes décisions, donner toutes autorisations et, le cas échéant, conférer tous pouvoirs pour permettre la réalisation et la prise en charge par la société des actes et engagements rentrant dans son objet pendant la période antérieure à son immatriculation au Registre du commerce.

MULTI-REPRESENTATION

A titre d'information du MANDANT et de son MANDATAIRE, il est ici rappelé les dispositions de l'article 1161 du Code civil.

Par dérogation aux dispositions de cet article, le MANDANT autorise dès à présent le MANDATAIRE à agir pour le compte des deux parties au contrat ou contracter pour son propre compte avec le représenté ou agir pour son propre compte et celui du mandant.

DECHARGE DE MANDAT

Le MANDATAIRE sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu des présentes et des déclarations du MANDANT par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

REMUNERATION

Le MANDANT reconnaît avoir confié à l'étude du notaire rédacteur des présentes la mission d'établir la présente procuration sous signature privée, et devoir lui régler la rémunération de TRENTE-CINQ EUROS (35,00 €) HT auquel il convient d'ajouter la TVA au taux actuellement en vigueur, soit un montant total TTC de QUARANTE-DEUX EUROS (42,00 €) au titre des articles L. 444-1 et suivants du Code de commerce.

MEDIATEUR DE LA CONSOMMATION DU NOTARIAT

Les parties sont informées qu'en cas de litige avec un notaire, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre au médiateur de la consommation du notariat dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site :

<https://mediateur-notariat.notaires.fr/>.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...);
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte ;
- les établissements financiers concernés ;
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales ;
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 ;

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés TRENTE (30) ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés SOIXANTE-QUINZE (75) ans et CENT (100) ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées CINQ (5) ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo.not@adnov.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

Fait à

Le

N'omettez pas :

- d'apposer vos initiales au bas de chaque page, à l'exception de la dernière ;
- de porter la mention manuscrite « **Lu et approuvé, bon pour pouvoir** » suivie de votre signature sur la dernière page.

Votre signature est à faire certifier soit à la mairie de votre domicile, soit chez le

notaire de votre choix.



*Solution de signature électronique sécurisée par Yousign
Fournie via DocSecure*

Le présent document formant un tout unique et indivisible, sur 6 pages, a été signé au moyen d'un procédé électronique de signature sécurisée par Yousign via la solution DocSecure.

La (les) signature(s) électronique(s), ci-après apposée(s), est (sont) conforme(s) au niveau «**Signature Avancée**» du règlement européen n°910/2014/UE du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit «Règlement eIDAS ».

Signatures :

23-06-2026 07:29 (CEST)

Dossier : Droit forestier GROUPEMENT FORESTIER "ABBA" / N° 20261015577
Réf : PHF / MAQ / AHM

PROCURATION POUR CONSTITUER UN GROUPEMENT FORESTIER

PAR :

Madame Mathilda Mary **GOURLEZ de la MOTTE** , chef d'entreprise, demeurant à
COURCAY (37310), 20 GEAY,
Née à FORT WALTON BEACH (ETATS-UNIS), le 15 mai 1985.
Epouse de Monsieur Gustave Joseph Emmanuel DE KANOE DE LA BASTILLE,
Mariée à la mairie de MARIGNE PEUTON (53200), le 26 juin 2010.
Soumise au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage
reçu par Maître Gildas KERNEIS notaire à PARIS, le 25 juin 2010, préalablement à leur union.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.
De nationalité française.
« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommée le « MANDANT ».

AU PROFIT DE :

Monsieur Yves Marie Dominique Ignace **GOURLEZ de la MOTTE**, Chef d'entreprise,
demeurant à MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay,
Né à VERSAILLES (78000), le 12 avril 1956.
Epoux de Madame Françoise Marie Cécile BUDES de GUEBRIANT,

OU

A défaut tout collaborateur ou employé de l'office notarial sis à LAVAL, 16, rue de
l'Ancien Evêché, dont est titulaire la société civile professionnelle dénommée "Catherine
TOMBECK et Pierre-Henry FOUILLEUL, Notaires associés".

Ci-après dénommé le « MANDATAIRE ».

Avec la faculté d'agir ensemble ou séparément.

Préalablement à la procuration objet du présent acte, le MANDANT expose ce qui suit :

EXPOSE

Il a été projeté la constitution d'une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Forme** : **Groupe forestier** régi par les articles L 331-1 et suivants du Code forestier, par le titre IX du livre III du Code civil et par les présents statuts.

- **Dénomination sociale** : **GFF ABBA**

- **Objet** : La constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation et la gestion, la vente d'un ou plusieurs massifs forestiers susceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière, ainsi que leurs accessoires et dépendances indissociables qui seront compris dans son patrimoine ou dont il aura la jouissance par suite d'apport, d'acquisition ou de prise à bail et pour lesquels le groupement souscrira un engagement d'exploitation normale pendant trente ans conforme aux dispositions de l'article 848 bis du Code général des impôts, ainsi que de tous terrains à boiser, friches et landes se rattachant à ces massifs forestiers et pour lesquels le groupement prendra l'engagement de boiser dans les cinq ans de leur apport ou de leur acquisition ou de leur prise à bail.

Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société et soient conformes à la législation régissant les groupements forestiers.

- **Durée** : 99 années du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

- **Siège social** : MARIGNE-PEUTON (53200), Le Logis d'Aulnay

- **Associés** : les membres de cette société comprendront outre le constituant, requérant au présent acte :

*Monsieur Yves **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Madame Amélie **GOURLEZ de la MOTTE** ;

*Monsieur Martin **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

*Monsieur Auguste **GOURLEZ DE LA MOTTE** ;

***La société civile immobilière d'ORGEMONT**

- **Capital social** : SIX CENTS EUROS (600,00 €), divisé en 100 parts sociales de SIX EUROS (6,00 €) chacune, portant les numéros 1 à 100, qui sont attribuées aux futurs associés en proportion de leurs apports, savoir :

- à Monsieur Yves GOURLEZ de la MOTTE : 75 parts sociales numérotées de 1 à 75.

- à Madame Amélie GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 76 à 80.

- à Madame Mathilda GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 81 à 85.

- à Monsieur Martin GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 86 à 90.

- à Monsieur Auguste GOURLEZ de la MOTTE : 5 parts sociales numérotées de 91 à 95.

- à la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE D'ORGEMONT : 5 parts sociales numérotées de 96 à 100.

Ce capital social comprendra des apports en numéraire à concurrence de 600,00 €.

CELA EXPOSÉ, il est passé à la procuration objet du présent acte.

POUVOIRS

Le MANDANT donne pouvoir, pour lui et en son nom, à l'effet de :

- **REPRÉSENTER** le MANDANT à la constitution de la société projetée, ainsi qu'il est expliqué dans l'exposé qui précède ;

- **FAIRE APPORT** en numéraire d'une somme de 30,00 €, moyennant l'attribution de 5 parts sociales entièrement libérées ;

- EFFECTUER le versement de ladite somme suivant le mode et les délais prévus dans les dispositions statutaires ;

- ÉTABLIR les statuts de la société en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- FAIRE toutes déclarations sur la souscription, la libération et la répartition des parts sociales ; fixer tous taux d'intérêt tant en ce qui concerne les apports sociaux que pour toutes autres causes ;

- DÉTERMINER les dispositions relatives à la cession à titre onéreux et à la transmission entre vifs ou par décès des parts sociales ; convenir des modalités de retrait d'un associé ;

- NOMMER le ou les gérants ; déterminer la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs dans les rapports avec les associés, ainsi que leur rémunération ;

- ACCEPTER pour le MANDANT tous engagements et fonctions ;

- PRÉCISER les conditions de la convocation aux assemblées, les modalités de consultation des associés ;

- FAIRE toutes déclarations d'état civil et autres ;

- STIPULER, dans les termes que le MANDATAIRE jugera convenables, les bases de répartition des bénéfices et des pertes entre les associés, les modalités de constitution de réserves ; fixer les conventions sur les modifications du capital social, la continuation de la société en cas de perte de tout ou partie du capital social, à sa prorogation, modification, dissolution et à sa liquidation ; nommer tous commissaires aux comptes ;

- PROCÉDER à toutes formalités, notamment à la publication de l'acte de société, conformément à la loi et à l'inscription au Registre du commerce et des sociétés ;

- PRENDRE toutes décisions, donner toutes autorisations et, le cas échéant, conférer tous pouvoirs pour permettre la réalisation et la prise en charge par la société des actes et engagements rentrant dans son objet pendant la période antérieure à son immatriculation au Registre du commerce.

MULTI-REPRESENTATION

A titre d'information du MANDANT et de son MANDATAIRE, il est ici rappelé les dispositions de l'article 1161 du Code civil.

Par dérogation aux dispositions de cet article, le MANDANT autorise dès à présent le MANDATAIRE à agir pour le compte des deux parties au contrat ou contracter pour son propre compte avec le représenté ou agir pour son propre compte et celui du mandant.

DECHARGE DE MANDAT

Le MANDATAIRE sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu des présentes et des déclarations du MANDANT par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

REMUNERATION

Le MANDANT reconnaît avoir confié à l'étude du notaire rédacteur des présentes la mission d'établir la présente procuration sous signature privée, et devoir lui régler la rémunération de TRENTE-CINQ EUROS (35,00 €) HT auquel il convient d'ajouter la TVA au taux actuellement en vigueur, soit un montant total TTC de QUARANTE-DEUX EUROS (42,00 €) au titre des articles L. 444-1 et suivants du Code de commerce.

MEDIATEUR DE LA CONSOMMATION DU NOTARIAT

Les parties sont informées qu'en cas de litige avec un notaire, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre au médiateur de la consommation du notariat dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : <https://mediateur-notariat.notaires.fr/>.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...)

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte ;

- les établissements financiers concernés ;

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales ;

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 ;

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés TRENTE (30) ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés SOIXANTE-QUINZE (75) ans et CENT (100) ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées CINQ (5) ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo.not@adnov.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

Fait à

Le

N'omettez pas :

- *d'apposer vos initiales au bas de chaque page, à l'exception de la dernière ;*
- *de porter la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour pouvoir » suivie de votre signature sur la dernière page.*

Votre signature est à faire certifier soit à la mairie de votre domicile, soit chez le notaire de votre choix.



yousign



DOCSECURE
by FoxNot

*Solution de signature électronique sécurisée par Yousign
Fournie via DocSecure*

Le présent document formant un tout unique et indivisible, sur 6 pages, a été signé au moyen d'un procédé électronique de signature sécurisée par Yousign via la solution DocSecure.

La (les) signature(s) électronique(s), ci-après apposée(s), est (sont) conforme(s) au niveau «**Signature Avancée**» du règlement européen n°910/2014/UE du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit «Règlement eIDAS ».

Signatures :

25-06-2026 15:26 (CEST)

POUR COPIE AUTHENTIQUE

Générée sur support électronique depuis le Minutier Central Electronique
des Notaires de France par le notaire qui a apposé sa signature
électronique qualifiée.

Et certifiée conforme à l'acte authentique déposé sous le numéro
35300520262212909



A handwritten signature in black ink, appearing to be "P. FUILLEUL", written over a horizontal line.

Signée par :
FOUILLEUL Pierre-Henry (3530050005)
Signée le :
10/07/2026 à 14:24:13.